

Unité départementale du Loiret
3, rue du Carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 31/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SLB 45

3 rue de la Bête
45460 Les Bordes

Références : 290/2024
Code AIOT : 0010000855

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement SLB 45 implanté 3 rue de la Bête 45460 Les Bordes. L'inspection a été annoncée le 07/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SLB 45
- 3 rue de la Bête 45460 Les Bordes
- Code AIOT : 0010000855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Centre de tri transit regroupement de déchets.

L'activité principale est la location de bennes et l'enlèvement de déchets (DIB, Gravat, bois, déchets verts, métaux, cartons...). Une fois récupérées, les bennes de déchets sont directement conduites et déchargées dans les filières de traitement ou de valorisation.
Le transit et le tri de déchets sur le site des Bordes est exceptionnel.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article Art. 7.2.6	Demande d'action corrective	2 mois
5	Règles d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article Art. 2.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article Art. 4.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
8	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article Art. 4.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
13	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article 1.5.3	Demande d'action corrective	2 mois
14	Règles d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article 2.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
15	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article 2.1.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.	Sans objet
7	Aménagement des points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article Art. 4.3.6.2	Sans objet
10	Niveaux limites	Arrêté Préfectoral du 10/10/2006,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de bruit	article 6.2.3	
11	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet
12	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article 7.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets radioactifs
Prescription contrôlée : L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : <u>Constat établi lors de la précédente inspection :</u> Les déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants admis dans l'établissement de l'exploitant ne font pas l'objet d'un contrôle de leur radioactivité. L'exploitant possède désormais un appareil portatif pour détecter la radioactivité sur site. Il présente son utilisation à l'inspection. Point 1 : La non-conformité NC 2 de la visite du 20/10/2020 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Procédure d'information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Admission déchets
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à

caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.
<p>Constats :</p> <p>Constat établi lors de la <u>précédente inspection</u> : L'exploitant ne demande pas d'information préalable aux producteurs des déchets.</p> <p>L'exploitant nous présente une demande d'admissibilité préalable : DAP D001648 pour des déchets de type 17 05 04. Cette demande place l'exploitant en tant que producteur des déchets en vue de leur élimination.</p> <p>La prescription demande à ce que l'exploitant réclame les informations d'admissibilité préalablement auprès des producteurs de déchets dont il récupère les déchets. Le document présenté ne répond pas à cette objectif.</p> <p>Point 2 : L'exploitant ne dispose pas d'informations préalables qu'il doit demander aux producteurs de déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées une demande d'admissibilité préalable où il n'est pas le producteur du déchet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés. Ce registre contient au moins les informations suivantes : a) Concernant les dates de transit du déchet :- la date d'enlèvement du déchet ;- la date de déchargement du déchet ;b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m3 ;c) Concernant le transport du déchet :- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet ;- dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales</p>

relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE)1013/2006 susvisé ; d) Concernant l'origine et la gestion du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial de déchet, ou, à défaut, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets lorsque les déchets transportés ou collectés proviennent de plusieurs producteurs ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur ; - l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.

Constats :

L'exploitant fournit plusieurs bordereaux issus de son registre chronologique des déchets transportés ou collectés :

- Bordereau 1 : du 25/03/2024, nature du déchet : « remblai gravats mélange », code déchet 17 01 07 de 9.300 tonnes.
- Bordereau 2 : du 25/03/2024, nature du déchet : « remblai terre », code déchet 20 02 02 de 5.400 tonnes.
- Bordereau 3 : du 25/03/2024, nature du déchet : « déchet pommes de terre », code déchet 02 01 00 de 15 mètres cube.
- Bordereau 4 : du 25/03/2024, nature du déchet : « déchet résiduel », code déchet 20 01 99 de 2.540 tonnes.

Sur ces bordereaux il manque plusieurs informations concernant l'origine et la gestion du déchet :

- Le numéro SIRET du producteur initial du déchet ;
- La raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur ;
- L'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ;
- Le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.

Point 3 : le registre des déchets transportés ou collectés n'est pas complet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées un extrait de bordereaux de son registre des déchets transportés ou collectés complet.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article Art. 7.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat établi lors de la précédente inspection</u> : Une cuve de 1 000 litres contenant de l'AdBlue n'est pas associée à une capacité de rétention.</p> <p>L'inspection constate qu'une rétention a été mise en place. La rétention a été mesurée le jour de l'inspection, elle fait 1.30m de large, pour 1.76m de long et 0.35m de haut. Soit un volume de 0.8 mètres cube.</p> <p>L'exploitant certifie que la cuve d'AdBlue n'est jamais remplie à son volume maximal théorique. Pour respecter la prescription sans changer de rétention, il doit s'assurer que le volume plein de la cuve ne dépasse pas 0.8 mètres cube, soit 800 litres.</p> <p>De plus, il a été constaté le stockage de pots de peinture ainsi que du liquide lave-glace sans rétentions</p> <p>Point 4 : La rétention associée à la cuve d'AdBlue n'est pas au moins égale à 100% de la capacité du plus grand réservoir. Des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas associés à une capacité de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un marquage visuel sur la cuve correspondant à un volume de 800 litres et produire une consigne de remplissage de ladite cuve. Il doit aussi placer les pots de peinture et bidons de lave-glace sur des rétentions.</p>

Il doit fournir à l'inspection les éléments justifiant ces actions ainsi que sa dernière facture d'achat d'AdBlue où figure la volumétrie commandée. A défaut, il doit changer sa rétention au profit d'un équipement avec une capacité de 1000 L.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article Art. 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Arrimage des rétentions
Prescription contrôlée : Par ailleurs, le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Loire section Val de Sully s'applique pour ces installations existantes dans les conditions particulières ci-après : - nécessité de disposer de stockages de produits en récipients étanches arrimés où situés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues, - obligation de rendre étanche les orifices de remplissage des réservoirs et de positionner les débouchés des tuyaux d'évents au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues, - nécessité de prévoir l'ancrage des citernes enterrées et le lestage ou l'arrimage des autres citernes.
Constats : Point 5 : Les récipients étanches dans lesquels sont placés les produits liquides stockés en dessous de la cote des plus hautes eaux connues ne sont pas arrimés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées les éléments justifiant le bon arrimage des récipients étanches.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article Art. 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des installations
Prescription contrôlée : Les installations sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de pré-traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du pré-traitement des effluents où dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le fond du bassin de temporisation est recouvert de végétation. Il n'est pas possible de savoir si ce bassin est toujours bien étanche.</p> <p>Point 6 : Les installations ne sont pas entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Constat établi lors de la précédente inspection</u> : L'exploitant supprime la végétation de son bassin de temporisation et contrôle l'étanchéité de ce bassin.</p> <p>L'inspection constate que de la végétation est toujours présente. L'exploitant doit supprimer la végétation de son bassin de temporisation et contrôler l'étanchéité de ce bassin. Il fournit à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces actions correctives.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Aménagement des points de prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article Art. 4.3.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À la sortie de chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant montre le point de prélèvement des échantillons de rejets d'effluents liquides. Il est aménagé conformément à la prescription visée.</p> <p>Point 7 : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mesures périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.

Constats :

Constat établi lors de la précédente inspection : L'exploitant ne réalise pas, au moins une fois par an, une mesure des concentrations des différents polluants présents dans les eaux de ruissellement de son site.

L'inspection demande à avoir accès aux derniers rapports de contrôle des rejets des effluents liquides de l'établissement.

Les prélèvements et leurs analyses sont effectués par Eurofins. cet organisme justifie des agréments nécessaires.

L'exploitant fournit les rapports datés du :

- 11/01/2022 avec le prélèvement effectué le 22/12/2021
- 04/01/2024 avec le prélèvement effectué le 18/12/2023

Point 8 : **La fréquence de prélèvement et d'analyse imposée n'est pas respectée**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées le rapport du prélèvement daté de 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article Art. 4.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les effluents rejetés doivent être exempts : - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, - de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les rejets des eaux pluviales devront également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH: compris entre 5,5 et 8,5
- MesT:<35 mg/l - DBOS : <30 mg/l
- DCO:<125 mg/l
- Azote global : < 30 mg/l

<ul style="list-style-type: none"> - Phosphore total : < 10 mg/l - HCT:<10 mg/l - Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport de mesure des concentrations des polluants d'Eurofins. Le prélèvement est daté du 22/12/2021.</p> <p>Les rejets des eaux pluviales respectent les caractéristiques visées dans la prescription à l'exception des matières en suspension (MesT) qui sont de 59,5 mg/L.</p> <p>Point 9 : les rejets ne respectent pas la caractéristique MesT : < 35 mg/L</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées le dernier rapport de mesure des concentrations des différents polluants des effluents rejetés.</p> <p>Si ce dernier ne respecte pas les caractéristiques visées dans la prescription ci-dessus, l'exploitant doit présenter un plan d'action pour résorber cet écart.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : Niveaux limites de bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article 6.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les niveaux de limite de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <p>Point 1 : 53dB; Point 2 : 51 dB.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant devra réaliser, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 5 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores de son établissement, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière mesure des niveaux d'émissions sonores a été effectuée le 05/11/2019 par M. Nouaille. Dans ce rapport, les niveaux de limite de bruit respectent la prescription.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le mail de relance de devis pour la réalisation d'une étude pour 2024 par ce même opérateur (daté du 25/03/2024).</p>

Point 10 : pas d'écart constaté à la date du présent contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées le rapport de mesure des niveaux d'émissions sonores 2024 en fois celui-ci réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant fourni le rapport de la dernière vérification annuelle électrique, datée du 23/09/2023. Sur ce rapport est signalé un dysfonctionnement du dispositif différentiel à courant résiduel. Un correctif a été demandé par l'exploitant à réception dudit rapport. L'exploitant présente la facture de la réparation qui a été réalisée le 27/12/2023 par les électriciens Martins. Point 11 : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accidents et organisation des secours
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : La dernière visite annuelle de vérification des extincteurs est datée du 08/11/2023 par ABC

<p>Conseils.</p> <p>L'exploitant indique que les extincteurs défectueux sont directement changés par l'organisme vérificateur.</p> <p>Point 12 : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article 1.5.3
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, a été constaté la présence d'une cuve de fioul non utilisée et non connue des services de l'inspection. L'exploitant indique qu'elle n'est pas dégazée.</p> <p>Point 13 : Un équipement abandonné est maintenu sur l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément à la prescription visée, l'exploitant doit évacuer cet équipement ou a minima le déconnecter du réseau et procéder à son dégazage puis fournir le justificatif des actions menées à l'inspection des installations classées.</p> <p>Si l'exploitant souhaite ré-utiliser cette cuve de fioul, il doit porter cet équipement à la connaissance de l'inspection des installations classées et se conformer aux dispositions actuelles de la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les aires de réception des déchets et les aires de stockage de produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées, clairement signalées et imperméabilisées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation, de façon à éviter tout</p>

dépôt , même temporaire, en dehors de ces aires. [...]
Constats : Lors de l'inspection, un tas de glaise issue du nettoyage des bennes de transport de déchets se situait sur une zone non étanche de l'établissement. Point 14 : stockage de déchets sur une zone non imperméabilisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à ce que ses déchets soient situés sur des aires nettement délimitées, séparées, clairement signalées et imperméabilisées. Le tas de glaise doit être placé sur une zone imperméabilisée avant son évacuation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2006, article 2.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation des installations
Prescription contrôlée : [...] <p>Les bennes de déchets réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par nature, dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales de l'exploitation .</p> <p>Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure , le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets. Il est systématiquement établi un bordereau de réception. Les déchets font l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.</p> [...]
Constats : <u>Constat établi lors de la précédente inspection</u> : L'exploitant s'assure que les déchets présents dans son établissement sont triés par nature. Le jour de l'inspection il a été constaté sur site la présence de stockage de matériel et de matériaux sur une zone imperméabilisée (échafaudages, barres métalliques, planches, matériaux divers). L'exploitant indique stocker ces items pour son voisin. Ces items n'ont pas été caractérisés par l'exploitant et n'ont pas fait l'objet d'un enregistrement

précisant la date, l'heure , le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets. Et un bordereau de réception n'a pas été établi.

Point 15 : **stockage d'items non caractérisés et non enregistrés.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit évacuer ces items ou procéder à leur enregistrement en tant que déchets sur le site et fournir un bordereau de réception à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois